

2021

RAPPORT ANNUEL



RAPPORT ANNUEL 2021 FOODWATCH FRANCE

Édito	3
Qui est foodwatch ?	4
Financement	5
Arnaques sur l'étiquette	6
Scandales alimentaires	8
Alimentation et santé	10
Lobbies et multinationales	13
foodwatch dans les médias	14

Rapport annuel 2021

Publication de foodwatch France, association loi 1901 enregistrée au registre national des associations,
SIRET 79506716400025 © foodwatch France

Conseil d'administration : Stéphanie Anker (présidente), Joëlle Le Vourc'h (trésorière), Anne-Marie Schmit (secrétaire),
Loïc Cadin (administrateur), Kathy Abiteboul (administratrice)

Directrice de la publication : Karine Jacquemart

Ont collaboré à cette publication : Camille Dorioz, Ingrid Kragl, Karine Jacquemart

Crédits : Antoine Piechaud, Soulcie (dessins), istockphoto, images 3D (fraude alimentaire) tirées de la vidéo réalisées
par le collectif Toutenanim (Julien Bouquet - Réalisateur ; Thomas Milvaux - 3D Artist ; Leonard Dimanche - 3D Artist ;
Rémi Carles - 3D Artist ; Thomas Arnould - Animateur ; Robin Beaumont - Animateur ; Olivier Royer - Animateur ;
Clement Martin - Animateur)

Contact : foodwatch France - 53 rue Meslay 75003 Paris - info@foodwatch.fr - Tél +33 (0) 1 43 20 86 49
www.foodwatch.fr

EDITO

QUE MIJOTONS-NOUS ENSEMBLE ? RÉTROSPECTIVE 2021.

Notre association est devenue un important **contre-pouvoir citoyen face aux dérives de l'industrie agroalimentaire.**

En 2021, nous avons dépassé le cap de 350 000 personnes qui suivent et soutiennent nos actions, qui pèsent pour œuvrer à une alimentation plus saine pour toutes et tous.

ENSEMBLE, NOUS CHASSONS POLLUANTS ET CONTAMINANTS DE NOS ASSIETTES.

Additifs controversés, glyphosate, dérivés de pétrole dans les bouillons cubes... les substances potentiellement dangereuses pour la santé sont encore trop souvent autorisées dans nos assiettes. L'objectif est donc de faire du ménage :

- foodwatch a de nouveau lancé l'alerte avec des **tests en laboratoire** sur 152 produits achetés en Europe, dont 30 en France : un sur huit était contaminé par de toxiques dérivés du pétrole potentiellement cancérigènes, mutagènes et perturbateurs endocriniens, les hydrocarbures d'huiles minérales aromatiques (MOAH).

Ces révélations ont obligé les décideurs à mettre ce sujet en priorité à l'agenda politique européen.

Décision attendue en 2022.

- Nous avons obtenu en 2021 l'interdiction en Europe du colorant E171, potentiellement cancérigène.

Une belle victoire collective.

- Les prochains sur notre liste : les additifs à base de nitrites et de nitrates (E249, E250, E251, E252).

ENSEMBLE, NOUS FAISONS FRONT CONTRE LES LOBBIES DE L'AGROALIMENTAIRE.

Justement, prenons l'exemple du lobby des industriels de la charcuterie, la FICT, qui a préféré tenter de bâillonner la mobilisation pour l'interdiction des additifs nitrés plutôt que de s'engager vers une alimentation plus saine.

Leur méthode ? Une stratégie - trop - classique de désinformation et une cabale judiciaire contre l'application Yuka, associée à foodwatch dans cette campagne avec la Ligue contre le cancer. Pari raté puisque cette tentative d'intimidation a plutôt fait redoubler la mobilisation, avec plus de 360 000 signataires de notre pétition.

ENSEMBLE, NOUS BRISONS LE TABOU DE LA FRAUDE ALIMENTAIRE. En mars 2021, c'est avec une **enquête de longue haleine**, « Manger du faux pour de vrai, les scandales de la fraude alimentaire », que notre directrice de l'information, Ingrid Kragl, a levé le voile sur des pratiques bien peu ragoûtantes : thon « rafraîchi » avec des injections de produits chimiques, pesticides contrefaits, épices frauduleuses, etc. Un juteux business mais surtout, une impressionnante omerta.

Et ENSEMBLE 2021, c'est aussi notre victoire pour obtenir l'interdiction en Europe de l'élevage en cage, des enquêtes sur le financement de la présidence française de l'UE, des actions de terrain pour défendre le Nutri-score, des arnaques sur l'étiquette dénoncées, avec une loi enfin votée pour mieux encadrer le made in France sur les produits alimentaires mais aussi des milliers de messages d'encouragements, de remerciements, d'alerte...



Merci. Vous savoir à nos côtés décuple notre détermination et garantit notre indépendance. Ensemble, continuons à faire bouger les lignes.

Karine Jacquemart,
directrice générale
foodwatch France

QUI EST FOODWATCH ?

Fondée en 2002 en Allemagne par Thilo Bode en réaction au scandale de la vache folle, foodwatch est également aux Pays-Bas depuis 2009, en France depuis 2013, à Bruxelles, et en Autriche depuis fin 2020. foodwatch est une ONG indépendante européenne. En France, c'est une association Loi 1901.



L'équipe de foodwatch France (de gauche à droite) : Marion (responsable des campagnes digitales), Emma (chargée de projets web et webmarketing), Karine (directrice), Quentin (responsable administratif et financier), Ingrid (directrice de l'information), Davila (chargée base de données et relations donateurs.trices), Camille (responsable de campagnes).

MISSION

foodwatch défend les droits des citoyens et citoyennes à plus de transparence dans le secteur alimentaire et à l'accès à une alimentation saine.

A travers ses actions de lanceur d'alerte et de mobilisation, foodwatch fait la lumière sur les pratiques de l'industrie alimentaire afin qu'elles changent et que les autorités publiques fassent véritablement respecter nos droits.

Face à l'opacité du marché alimentaire en France et en Europe, nous menons des enquêtes pour révéler des informations et scandales au grand jour. Face à l'impunité, nous nommons et exposons les responsables pour qu'ils rendent des comptes. foodwatch développe

ainsi un véritable contre-pouvoir citoyen face aux lobbies de l'industrie agroalimentaire et crée un espace de débat public, là où il est trop souvent confisqué.

Nos activités couvrent des thèmes variés liés à notre alimentation : scandales et fraudes alimentaires, transparence sur l'étiquetage et emballages trompeurs, impact de notre alimentation sur la santé, menaces des accords de libre-échange, etc.



LANCEURS D'ALERTE

foodwatch a rejoint la Maison des lanceurs d'alerte (MLA) en 2021. Depuis sa création, foodwatch lance l'alerte dans le domaine de l'alimentation. Parce que l'accès à l'information est clé, nous nous sommes aussi engagés pour défendre nos libertés fondamentales en co-signant des tribunes de soutien aux côtés d'autres organisations, en nous opposant à la cellule Demeter (qui vise à intimider quiconque voudrait dénoncer l'impact du système agricole industriel sur notre santé, notre environnement et le bien-être des animaux), en dénonçant les procès-bâillons intentés pour faire taire ceux et celles qui lancent l'alerte, en défendant une réglementation qui protège réellement les lanceurs d'alerte comme il se doit.

La Maison des Lanceurs d'Alerte compte 26 membres, essentiellement des associations et syndicats. Son équipe d'avocats et juristes accompagne, conseille et défend les lanceurs d'alerte. Au sein du Comité consultatif des lanceurs d'alerte de la MLA siègent notamment Irène Frachon (scandale du Mediator) ou Marine Martin (scandale de la dépakine).

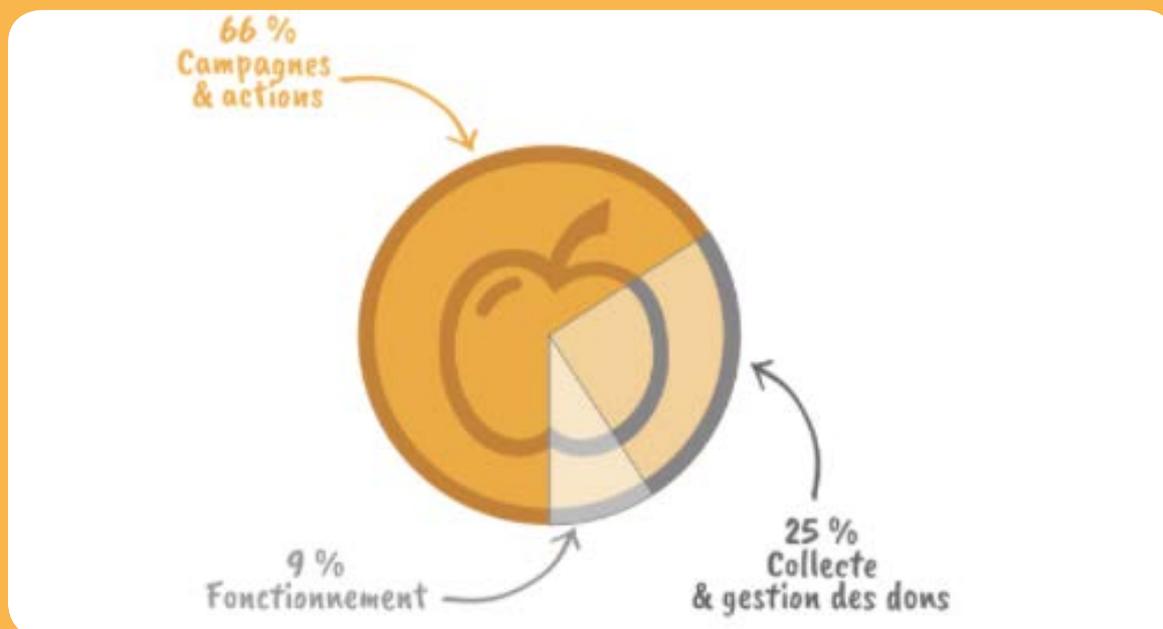
FINANCEMENT DE FOODWATCH – 100% INDEPENDANT

L'indépendance est l'un des piliers de foodwatch, y compris lorsqu'il s'agit de notre financement. Pour garantir cette indépendance, foodwatch refuse toute subvention publique, ou d'entreprises qui pourraient présenter le moindre conflit d'intérêt.

C'est grâce au soutien de nos donateurs et donatrices, citoyens et citoyennes acteurs du changement que nous pouvons mener nos enquêtes, travailler avec des avocats et autres experts, faire des tests en laboratoires, publier dossiers et révélations et tout simplement mener les combats nécessaires pour protéger notre alimentation.

Merci. Plus nous sommes nombreux, plus notre voix en tant que contre-pouvoir citoyen a du poids.

UTILISATION DE NOS RESSOURCES ET DE VOS DONS *



66% de nos dépenses concernent le cœur de notre mission : nos campagnes et actions

Enquêtes, publications, conférences de presse, actions de mobilisation et de sensibilisation, actions de plaidoyer, actions en justice, informations et débats sur les réseaux sociaux... **foodwatch milite avec vous et pour vous** pour plus de transparence et pour une alimentation saine pour toutes et tous.

25% de nos dépenses sont engagées pour la collecte et la gestion des dons

Suivi et gestion des dons, communication avec les donateurs et donatrices et recherche de nouveaux donateurs et donatrices pour garantir notre indépendance à 100% - foodwatch n'accepte pas de subventions publiques ni de dons d'entreprises qui peuvent présenter le moindre conflit d'intérêt.

9% de nos dépenses nous permettent de faire fonctionner notre association

Loyers, électricité, consommables, informatique...

Nous nous efforçons au quotidien de limiter ce poste de dépenses.

*Chiffres basés sur notre utilisation en 2020. Le dossier financier finalisé et validé par le rapport du commissaire aux comptes sera disponible mi-2022 et consultable en ligne sur <https://www.foodwatch.org/fr/a-propos/financement/>



ARNAQUES SUR L'ÉTIQUETTE



Le problème

L'imagination de certains industriels pour induire en erreur le consommateur et gonfler leurs marges est sans limite. Sur les emballages, ces pratiques abusives ne sont pas l'exception. Et pourquoi s'en priver, puisque ce n'est pas sanctionné ? La législation n'est pas appliquée de manière assez stricte. Résultat : les rayons des supermarchés regorgent d'arnaques sur les étiquettes et vous êtes de plus en plus nombreux à nous alerter sur ce sujet.

Face à ce genre d'abus, en tant que contre-pouvoir citoyen, nous sommes votre porte-voix.



Ensemble, nous agissons

En 2021, nous avons épingle : des mayonnaises allégées plus sucrées (jusqu'à quatre fois), plus salées (deux fois) et diluées à l'eau que leur format standard, des marques pour qui toutes les excuses

sont bonnes pour afficher drapeau ou la carte de France sur leur produit. Cerise sur l'arnaque, nous avons mis en lumière la pire arnaque de Noël avec l'élection de la « Casserole d'or 2022 ».

Voilà près de huit ans déjà que foodwatch France traque et dénonce les arnaques sur les étiquettes, avec le soutien de centaines de milliers de personnes. Aujourd'hui, les acteurs de l'industrie agroalimentaire savent que notre communauté les observe attentivement à travers tout le territoire, à tous les étages des rayons des supermarchés. Les médias s'emparent de plus en plus du sujet et nos demandes trouvent de plus en plus d'écho. Avec nos campagnes et la publication de « jeudi arnaques » sur les réseaux sociaux, la pression citoyenne augmente sur les fabricants et distributeurs. Des politiques aussi commencent à se saisir de cette problématique. Si notre calendrier du vent 2020 avait fait parler de lui dans les travées de l'Assemblée nationale, en 2021 les parlementaires ont posé les premières pierres à un meilleur contrôle des arnaques au made in France.

Pour le 14 juillet, nous avons fait honneur aux couleurs de la France avec le lancement d'une nouvelle campagne sur le marketing made in France. Carte de France, drapeau français, adresse française, mis en avant d'un ingrédient français, tout est bon pour induire en erreur le consommateur sur la véritable origine des produits que l'on achète. Vous êtes plus de 35 000 à avoir signé notre pétition et

cela a fini par payer. Le 4 octobre 2021, les députés et sénateurs ont décidé de règlementer l'usage des drapeaux et autres symboles français sur les emballages des produits alimentaires. Sans aller aussi loin que nous le souhaitons, c'est un véritable premier pas. Les arnaques au made in France les plus scandaleuses devraient disparaître de nos rayons. En 2022, gardons l'œil ouvert afin de s'assurer de la mise en place de cette nouvelle réglementation. L'année s'est achevée avec une nouvelle opération : l'élection de la Casserole d'or, la pire arnaque sur l'étiquette de Noël 2021. 5 produits, 5 types d'arnaque étaient représentées : de l'huile de palme masquée dans de l'Oasis, 5 additifs pour des œufs de lompes au marketing chic de Nordland, Labeyrie et son confit d'oignon hors de prix, les plus de 60% de vide des dés de saumon Lidl, et le foie gras en conserve E. Leclerc avec un



Pourquoi il faut continuer

Faire reconnaître le manque de transparence par les responsables politiques, c'est déjà un premier pas. Mais le chemin est encore long pour obtenir les changements attendus dans la réglementation, et surtout faire appliquer plus strictement les règles existantes.

Du côté des industriels, certains font toujours la sourde oreille. Comme Oasis, qui ne démord pas que la présence d'huile de palme dans leur produit « pêche abricot » choque les consommateurs et qu'ils ne veulent plus découvrir ce type d'information après en avoir consommé. La marque a tenté de justifier cette arnaque sur l'étiquette sans vouloir changer ni le produit ni la recette.

Les actions de foodwatch et la mobilisation citoyenne sont plus que jamais nécessaires pour pousser les fabricants et distributeurs à être plus honnêtes, aboutir à des réglementations plus protectrices et à des sanctions pour obtenir plus de transparence.

La campagne Arnaques sur l'étiquette n'est pas une simple bagarre sur le marketing. Elle défend le droit de toutes et tous à savoir ce qu'il y a dans nos assiettes.

conservateur controversé. Près de 15 000 votes ont été enregistrés, et avec 46% des voix c'est Oasis qui a remporté la palme. Une campagne qui aura permis aussi d'obtenir de Lidl un engagement à réduire le vide de son packaging.

Un cru 2021 réussi, puisque certaines marques ont changé leurs pratiques et que toutes les autres savent qu'on les observe et qu'on peut dénoncer leurs abus à tout moment dans l'année. Par-dessus tout, **les responsables politiques ont commencé à agir pour ce que nous voulons tous : plus de transparence.**

NOTRE IMPACT EN 2021

5 fabricants épinglés se sont engagés à changer leur marketing et les parlementaires français ont décidé de mieux encadrer les arnaques au made in France.





SCANDALES ALIMENTAIRES



Le problème

Sur le papier, la législation alimentaire de l'Union européenne - le règlement (CE) 178/2002 - est censée offrir aux consommateurs un niveau élevé de protection. **Dans les faits, les scandales s'enchaînent** pourtant avec un schéma quasi immuable : trop souvent, des entreprises, des laboratoires savent mais se gardent bien de communiquer publiquement, des aliments non-conformes ou dangereux pour la santé sont mis sur le marché puis rappelés alors qu'ils ont déjà été mangés.

Ensemble, nous agissons

En 2021, deux gros scandales ont tout particulièrement occupé nos équipes.

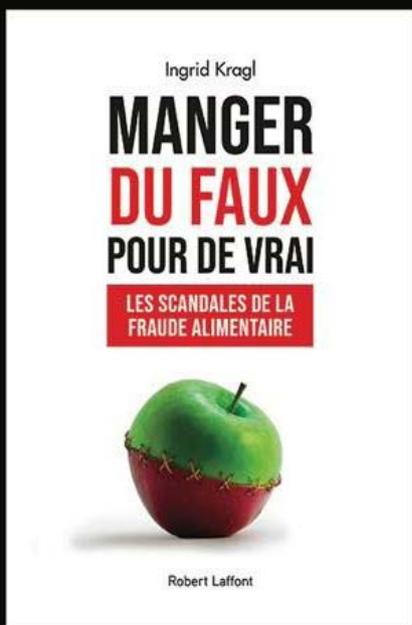
L'oxyde d'éthylène, ce désinfectant cancérigène, mutagène et reprotoxique, a contaminé des milliers d'aliments vendus et consommés partout en Europe où son utilisation est pourtant interdite.

La fraude a été mise au jour par la Belgique fin 2020 avec des graines de sésame fortement contaminées provenant d'Inde. Le scandale s'est ensuite révélé d'une ampleur inimaginable avec des produits importés du Vietnam, de Chine, de Jordanie ou encore de Turquie. En France, plus de 17.000 aliments sont pour l'instant rappelés - du sésame aux glaces en passant par le poivre, échalotes, café, pain, biscuits, plats préparés, bio comme conventionnel -, dont beaucoup consommés par les enfants. Nous avons



été auditionnés par le Sénat à ce sujet.

Le 28 juin 2021, nous avons dû tirer la sonnette d'alarme car certains pays européens voulaient laisser s'écouler sur le marché de l'UE des produits qui contenaient des ingrédients traités illégalement à l'oxyde d'éthylène, sous prétexte que la contamination du produit fini était en-dessous du seuil détectable. Nous avons alerté Bercy et la Commission européenne qui, le 16 juillet, nous a donné raison : tous les États membres devaient rappeler massivement les produits contaminés. Il a fallu se battre pour faire appliquer la loi.



La fraude alimentaire : les « faux » aliments ou aliments fraudés ne devraient jamais finir dans nos estomacs et pourtant. Supermarchés, restaurants, marchés, magasin du coin ou en ligne... les autorités en dénichent partout. Poulet gonflé à l'eau, thon avarié injecté d'additifs pour avoir l'air frais, faux miel, tomates espagnoles étiquetées françaises, faux labels de qualité, faux bio... la fraude alimentaire est partout et ces produits contrefaits, contaminés ou illégaux se retrouvent dans votre assiette. C'est devenu un business très juteux où le risque de se faire coincer reste mince.

En 2021, nous avons publié une grosse enquête parue aux éditions Robert Laffont et saluée par la presse : « Manger du faux pour de vrai. Les scandales alimentaires » rédigé par notre directrice de l'information, Ingrid Kragl. Le sujet est tabou en France. Impossible de savoir quels sont précisément les produits concernés, où ils sont vendus, en

quelle quantité. Nous avons lancé une nouvelle campagne avec une vidéo en animation 3D et doublée par la voix de Jérôme Bonaldi. Par le biais d'une pétition que vous êtes plus de 42.000 à avoir déjà signé, nous avons interpellé interpellé

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance et Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, en leur rappelant que les citoyens ont le droit d'accéder à toute la transparence sur ces fraudes dont l'importance fait frémir.

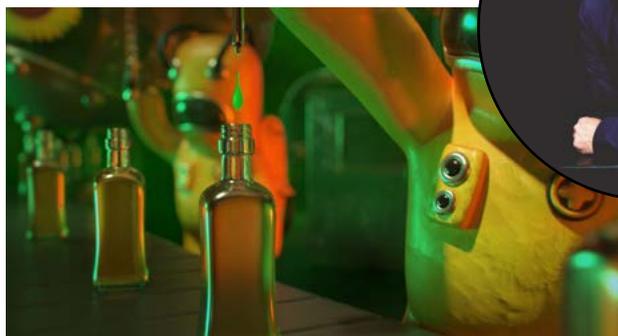
LE CHIFFRE

Moins 33% d'inspections sur la sécurité sanitaire des aliments entre 2012 et 2019.

Source : rapports annuel de la DGAL (Direction générale de l'alimentation, ministère de l'Agriculture)

Pourquoi il faut continuer

Scandale après scandale, on voit les principaux acteurs échapper à leurs responsabilités et à toute sanction. Avec l'oxyde d'éthylène, la question de la responsabilité des fabricants, importateurs, distributeurs est totalement éludée dans cette affaire qui concerne maintenant des dizaines de pays. Alors que les fraudes alimentaires se multiplient en France et en Europe, les autorités semblent débordées. Pourtant, agir contre le trafic de ces faux aliments est un choix hautement politique. Nous allons continuer de nous battre pour exiger de la transparence, des moyens à la hauteur de l'enjeu, des sanctions dissuasives et publiques et pour que les industriels rendent des comptes.





ALIMENTATION ET SANTÉ



Additifs : les nitrites et nitrates ajoutés dans notre alimentation

Le problème

Depuis fin 2019, foodwatch, Yuka et la Ligue contre le cancer sont mobilisées pour exiger une alimentation sans nitrites ajoutés : l'interdiction des additifs E249 (nitrite de potassium), E 250 (nitrite de sodium), E251 (nitrate de sodium) et E252 (nitrate de potassium) - particulièrement utilisés dans les viandes transformées comme la charcuterie industrielle. Ces additifs peuvent contribuer à la formation dans notre estomac de composés nitrosylés dont des nitrosamines, classées cancérigènes probables pour l'humain par le Centre international de la Recherche contre le Cancer (CIRC) car elles favorisent l'apparition de cancer colorectal, le deuxième cancer le plus mortel après celui des poumons, et de cancer de l'estomac.

Ensemble, nous agissons

Nous voulons manger sans être exposés à un potentiel risque de cancer à cause d'additifs controversés. Vous êtes déjà plus de 367.000 à avoir signé notre pétition adressée aux autorités. Et vous avez été entendu.e.s ! En janvier 2021, la Mission d'information parlementaire sur « les sels nitrités dans l'industrie agroalimentaire » - qui a notamment auditionné foodwatch - a conclu à la

nécessité, pour des raisons de santé publique, de mettre fin aux nitrites et nitrates ajoutés dans la charcuterie. Aujourd'hui, cette mesure est inscrite dans une loi votée à l'Assemblée nationale mais elle ne sera déployée qu'après l'avis - s'il est favorable - de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) attendu pour la mi-2022.

Pourquoi il faut continuer

Cette décision visant à protéger la santé publique n'est pas du goût de la fédération industrielle des charcutiers traiteurs (FICT) qui a assigné en justice notre partenaire Yuka. Derrière cet acronyme se cachent des poids lourds : les personnes qui pilotent la FICT sont aussi les dirigeants de marques comme Aoste, Bigard-Charal, Brocéliande, Bordeau Chesnel, Cochonou, Herta, Lechef Traiteur, Madrange, Montagne Noire, Maison Prunier, Justin Bridou, Pierre Schmidt et Popy... prêts à protéger leur business avant tout.

Le Nutri-Score doit devenir obligatoire

Le problème

Les études scientifiques le prouvent : les informations nutritionnelles figurant sur la face avant de l'emballage aident à choisir des produits plus sains. Le logo Nutri-Score n'est pas parfait mais il est très utile. D'ailleurs, le 1er septembre 2021, le

Centre international de recherche sur le cancer de l'OMS (CIRC) a exhorté l'Union européenne à rendre le Nutri-Score obligatoire partout en Europe afin d'aider les consommateurs à réduire leur risque de maladies non transmissibles telles que le cancer. Pour l'instant, l'Allemagne, la France, la Belgique, l'Espagne, le Luxembourg et les Pays-Bas ont adopté le Nutri-Score. Toutefois, étant donné qu'une obligation légale au seul niveau national n'est pas possible en vertu du droit européen, le label reste facultatif.



Ensemble, nous agissons

Avec nos collègues des différents bureaux européens de foodwatch, nous avons manifesté (photo) devant le siège de FoodDrinkEurope (lobby à l'échelle européenne) à Bruxelles pour dénoncer l'opposition des représentants de l'industrie agroalimentaire au Nutri-Score.

Pourquoi il faut continuer

La bataille est loin d'être gagnée car les lobbies multiplient les actions de désinformation et sont très mobilisés pour barrer la route à un logo obligatoire tel que le Nutri-Score. Donner une information fiable sur la réelle qualité nutritionnelle de leurs produits est, pour eux, impensable. La Commission européenne a l'intention de proposer un étiquetage nutritionnel obligatoire et harmonisé à l'avant des emballages d'ici à la fin de 2022. Nous restons mobilisés sur ce sujet.

Le glyphosate en 2022 : stop ou encore ?

Le problème

La substance active déclarée du célèbre Roundup de Monsanto-Bayer a été réautorisée pour 5 ans fin 2017. Depuis 2015, cette substance est classée « cancérigène probable » pour l'homme par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), une agence de l'Organisation mondiale de la santé. En 2020, en France, une étude de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) est venue renforcer l'analyse des risques liés au glyphosate. Les débats sont déjà lancés pour prolonger cette autorisation fin 2022 et là aussi, il va falloir se battre.

Ensemble, nous agissons

Emmanuel Macron s'était engagé à sortir du glyphosate en France « au plus tard » début 2021. Il n'a pas tenu cette promesse. Avec une quarantaine d'organisations, nous nous sommes donc mobilisés en lançant une pétition à son attention : vous êtes déjà plus de 488.000 à exiger avec nous que la France s'oppose publiquement au renouvellement de l'autorisation de ce pesticide toxique en Europe.



Pourquoi il faut continuer

Nous avons en face de nous les lobbies parmi les plus puissants et les plus cyniques, prêts à tout pour sauver leur sale business. En fournissant leurs propres études, opaques, pour les dossiers de demande de renouvellement, les fabricants cherchent à créer du doute pour bloquer son interdiction.



Huiles minérales : des dérivés d'hydrocarbures toxiques

Le problème

On trouve dans les rayons des supermarchés des aliments contaminés par des hydrocarbures aromatiques d'huiles minérales (MOAH) dangereux pour la santé mais invisibles à l'œil nu. Les redoutés MOAH, la catégorie la plus toxique de ces dérivés de pétrole, potentiellement cancérigènes, mutagènes et perturbateurs endocriniens, ont notamment été retrouvés dans des cubes bouillon Knorr à des niveaux de contamination très inquiétants dans les cinq pays où foodwatch est présente (France, Allemagne, Belgique, Autriche, Pays-Bas).

Ensemble, nous agissons

Nous testons régulièrement des produits et alertons depuis 2015. En décembre 2021, nos nouveaux résultats sur 152 produits de grande consommation ont montré qu'un aliment sur huit testé par foodwatch est contaminé par ces dérivés de pétrole. Les autorités et les industriels sont au courant mais il n'existe pas, pour l'instant, de réglementation protégeant les consommateurs.trices de ces substances toxiques. Nous avons donc lancé une pétition que tous les citoyens européens peuvent signer, demandant

à la Commission européenne et à tous les États membres de l'Union européenne d'agir, c'est-à-dire de contraindre les industriels à s'assurer qu'ils ne commercialisent que des aliments non-contaminés par ces MOAH. Nous avons aussi demandé le rappel immédiat des produits testés contaminés.

Pourquoi il faut continuer

Unilever, fabricant des produits Knorr qui s'avèrent très contaminés par les huiles minérales, continue de nier tout problème. Pourtant, les

autorités françaises ont ordonné le rappel des produits testés par foodwatch; ce qui prouve que le problème est pris très au sérieux. Et la Commission européenne réunit les États membres pour avancer sur le sujet. Avant la fin de l'année 2022, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) remettra un avis qui devrait permettre à la Commission de légiférer et nous protéger, enfin.

LA BONNE NOUVELLE

Nous étions parvenus avec d'autres organisations à faire suspendre en France le dioxyde de titane E171 (risque cancérigène). Grâce à notre mobilisation, le 8 octobre 2021, la Commission européenne a confirmé qu'il serait interdit partout dans l'UE.





LOBBIES ET MULTINATIONALES



Conflits d'intérêt

Le problème

Nous dénonçons depuis 2019 l'utilisation de sponsors privés par la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne car cela alimente les risques d'influence des multinationales sur les décideurs politiques.

Ensemble, nous agissons

Saisie par une plainte de foodwatch, la médiatrice de l'Union européenne, Emily O'Reilly, a reconnu en 2020 des risques de conflits d'intérêt et le besoin de directives claires. foodwatch a lancé une pétition en septembre 2021 avec l'Observatoire des multinationales et l'ONG bruxelloise Corporate Europe Observatory pour demander à la France de s'engager à ne pas recourir à des parrainages privés lors de la présidence française de l'UE de janvier à juin 2022 : elle a recueilli 45 000 signatures. Le Gouvernement a entendu notre appel mais n'a pas résisté aux cadeaux en prêts de voitures électriques de Renault et Stellantis. Une occasion ratée de montrer l'exemple aux autres Etats membres.

Libre-échange

Le problème

L'Union européenne - Etats membres et Commission - continue sa fuite en avant avec les accords de

libre-échange CETA (avec le Canada) et MERCOSUR (avec le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay) en tête...

Pourtant, ils présentent des dangers pour les droits sociaux et la protection des consommateurs, l'environnement, et même nos principes démocratiques. Ces accords dits « de nouvelle génération » considèrent à peu près tout comme des barrières au commerce à supprimer ou à contourner, y compris les règles sur les pesticides, les OGM, etc.

Ensemble, nous agissons

foodwatch documente et alerte en Europe pour bloquer ces accords. En mars 2021, foodwatch a signé une déclaration conjointe pour s'opposer à l'accord MERCOSUR avec 450 organisations de la société civile des deux côtés de l'Atlantique.

Pourquoi il faut continuer

Les accords de commerce comme le CETA et le MERCOSUR sont des chevaux de Troie que les lobbies utilisent pour remettre en question les règles européennes par exemple sur les pesticides et les OGM, et tenter de bloquer tout renforcement de ces règles sensées mieux protéger les populations et la planète. Emmanuel Macron s'était engagé à tenir compte de la commission indépendante qui a confirmé les nombreux risques sanitaires et environnementaux du CETA. Il n'a pas tenu promesse donc on ne lâche rien.

FOODWATCH DANS LES MÉDIAS

L'année 2021 dans les médias a encore été très focalisée sur la pandémie. Mais nous n'avons pas cessé de manger pour autant. Les médias ont donc continué de relayer largement les informations de foodwatch, commentées par Camille Dorioz, responsable de campagnes, Karine Jacquemart, directrice de foodwatch ou Ingrid Kragl, directrice de l'information. C'est important : pour atteindre le plus grand nombre bien sûr mais aussi parce que la pression médiatique pousse les fabricants et décideurs politiques à (ré)agir. La presse les interpelle, vous informe, partage nos campagnes d'intérêt public.

FAUT-IL CROIRE AU MADE IN FRANCE ?

MAYONNAISES ALLÉGÉES

SOUPES

PIÈGES DE NOËL

ARNAQUES DE NOËL

Media outlets featured: france-tv/slash, Le 20H TFI, Brut Original, Le Parisien, Franceinfo, BFM 11.43 DIRECT TV, LCI.

SANTÉ

3

ADDITIFS : NITRITES AJOUTÉS

INFO DU JOUR

Strip aux nitrites ajoutés dans votre charcuterie ?

Strip aux nitrites ajoutés dans votre charcuterie ?

Marianne

Charcuterie rose : entre Yuka et les lobbies industriels, la guerre des nitrites est déclarée

UE: feu vert à l'interdiction du dioxyde de titane dans l'alimentation dès 2022

FRANCE 24

DIOXYDE DE TITANE (E171)



ONPP

Reporterre

L'application Yuka subit les attaques du lobby de la charcuterie

Camille Dorioz
ONG Foodwatch

Quand vous mettez des nitrites dans de la viande transformée...

Le Parisien

Karine Jacquemart
Directrice générale de l'ONG Foodwatch France

Malbouffe

MALBOUFFE : MARKETING CIBLANT LES ENFANTS

Le Parisien

VIDÉO. Oxyde d'éthylène : comment ce pesticide cancérigène interdit en Europe se retrouve dans nos assiettes

BFM TV

CONSUMMATION : DU SÉSAME "EMPOISONNÉ"

Variant Delta : "Au niveau national, la teneur croissante de certains produits"

franceinfo

alerte sur des hydrocarbures dans l'alimentaire

Capital

Foodwatch : les hydrocarbures aromatiques contaminent un produit alimentaire sur huit

ALIMENTATION

CONTAMINATION PAR L'OXYDE D'ETHYLENE

ouest france

Oxyde d'éthylène. Foodwatch accuse la Commission européenne de fermer les yeux

MARCHÉS

Foodwatch dénonce les irrégularités intra-européennes en matière d'oxyde d'éthylène

franceinfo

Une planète et des hommes

SCANDALE SANITAIRE

Pétrole: la trouille dans le potage

L'association Foodwatch révèle que de nombreux produits alimentaires du quotidien sont contaminés par des huiles minérales. Elle demande à l'Europe d'agir.

HUILES MINÉRALES TOXIQUES

LE20H TF1

ALIMENTATION: DES DÉRIVÉS DE PÉTROLE DANS NOS ASSIETTES

FRAUDE ALIMENTAIRE

blasi

L'HORREUR DANS NOS ASSIETTES - LES MAFIAS DE LA MALBOUFFE

Ingrid Kragl
Directrice de l'Information de l'ONG Foodwatch

france bleu

"Manger du faux pour de vrai": le livre choc de Foodwatch dénonce la fraude dans nos assiettes

LCI

foodwatch

INGRID KRAGL
DIRECTRICE DE FOODWATCH

Le Parisien

Le livre qui brise le tabou des faux aliments

L'appétit se perd en lisant

Manger du faux pour de vrai par Ingrid Kragl

AH ! les lasagnes à la viande de cheval... En 2013, les consommateurs européens apprenaient avec effarement que des margoulins avaient fardi de canasson à la place du

au sulfate de cuivre pour leur redonner un vert flashy ou du thon avarié qui reprend des couleurs grâce à une injection de nitrites. En 2016, l'industrie de la pêche européenne estimait à 25 000 tonnes la quantité de thon ainsi traitée chaque année. Ou encore de l'huile de tournesol

Le Télégramme

L'ONG foodwatch veut briser le « tabou » autour des fraudes alimentaires

ELLE

Enquête MOHON AUX NITRITES: LES MAFIAS ALIMENTAIRES

SUD RADIO

RADIO

ET AUSSI LES LOBBIES...

france inter

Ces mécènes qui roulent pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne

Alors que la France s'apprete à prendre la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne pour six mois, à partir du 1er janvier 2022, la cellule d'investigation de Radio France a enquêté sur les coulisses de son financement par certaines entreprises.

LEURACTIV

La présidence française de l'UE va recourir au mécénat d'entreprises

L'EXPRESS

Stellantis et Renault, généreux mécènes de la présidence française de l'UE



LE SPONSORING DU CONSEIL DE L'UE ET LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

■ **foodwatch France**

53 rue Meslay 75003 Paris

+33 (0) 1 43 20 86 49

E-mail : info@foodwatch.fr



foodwatch  **alimente le débat.**